

### OBJET : Arrêté portant permis de stationnement

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 à L.2122-4 et L.3111.1 ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le règlement de voirie communal approuvé le 11 avril 2016 ;

**VU** la demande en date du 16 décembre 2025 par laquelle la commune de Saint-Jean-de-Monts, demeurant 18 rue de la Plage à 85160 SAINT-JEAN-DE-MONTS, demande l'autorisation de réserver quatre places de stationnement, dans le cadre du déplacement de deux arrêts de bus (ligne 12 Aléop), avenue de la Forêt, face au stade de la Forêt Ernest Pajot.

*Le Maire de la Commune de Saint-Jean-de-Monts,*

**Arrête**

#### **Article 1 : Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper temporairement le domaine public comme énoncé dans sa demande du 16 décembre 2025, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

#### **Article 2 : Sécurité et signalisation**

La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – signalisation temporaire de chantier.

#### **Article 3 : Redevance**

La présente autorisation ne fera pas l'objet du paiement d'une redevance.

#### **Article 4 : Responsabilités**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du stationnement de bus de la ligne 12 de la société Aléop sur 4 places de stationnement.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le bénéficiaire est tenu de réserver l'aire de stationnement.

Le bénéficiaire est tenu de mettre en place la signalisation réglementaire.

Le bénéficiaire est tenu de ne pas entraver la libre circulation des piétons sur le trottoir et des véhicules sur la voie publique pendant la durée des travaux de déménagement.

Le bénéficiaire est tenu de remettre les lieux dans l'état, au terme de l'autorisation.

**Article 5 : Validité - Renouvellement**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

**Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation temporaire du domaine public, pour une durée de 25 jours, soit du mardi 6 janvier 2026 au vendredi 30 janvier 2026.**

La présente autorisation ne peut faire l'objet d'aucun renouvellement à l'issue de sa période de validité.

**Article 6 : Publication, affichage et exécution**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Le Maire de Saint-Jean-de-Monts, le directeur des services techniques et le chef de police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par les soins de la Commune et affiché en Mairie.

**Article 7 : Recours**

« La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes- 6, allée de l'Ile Gloriette – 44041 Nantes cedex - dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou publication. »

Saint-Jean-de-Monts, le 18 décembre 2025